

Formation professionnelle

Moins d'apprentis que de places d'apprentissage

L'offre dépasse la demande: une première. Une évolution qui ne résout pas tous les problèmes

Romain Clivaz Berne

«C'est la première fois que l'offre dépasse la demande.» La directrice de l'Office fédéral de la formation professionnelle (OFFT), Ursula Renold, ne boudait pas son plaisir, hier à Berne, au moment de présenter le dernier baromètre des places d'apprentissage. Et cela même si officiellement on parle de «stabilité». L'enquête en question, menée auprès des jeunes et des entreprises, concerne le mois d'avril. Les milieux économiques, représentés par l'Union suisse des arts et métiers (USAM), et les cantons étaient aussi là, hier, pour commenter ce résultat.

En résumé, à la mi-avril comme l'an dernier, 77 000 jeunes suisses ont signalé leur intérêt pour une place d'apprentissage. Leurs employeurs potentiels proposaient pour leur part 81 000 postes, contre 76 000 en 2010. Du jamais-vu! Pour ce qui est des places d'apprentissage vacantes, elles étaient de 20 000 en avril. Quant aux jeunes sans promesse d'engagement, ils étaient encore 25 500, soit en légère hausse par rapport à l'an dernier (25 000). Plusieurs scénarios sont possibles pour eux: ils trouvent un emploi d'ici à l'automne, ils optent pour une solution transitoire, mais ils pourraient aussi se retrouver dans une impasse.

«Le marché des places d'apprentissage s'est visiblement détendu.» Le président du gouvernement bernois, Bernhard Pulver, s'est réjoui de l'évolution à Berne: «Au premier juin, les jeunes cherchant encore une solution de raccourci, que ce soit une place d'apprentissage ou un établissement suite à l'école obligatoire, était 20% de moins qu'il y a cinq ans.» L'écologiste a souligné que, dans son canton, «malgré la baisse du nombre d'élèves, jamais autant de nouveaux contrats d'apprentissage n'ont été



La filière de l'apprentissage a plus la cote en Suisse alémanique que, notamment, à Genève. KEYSTONE

Un marché cantonal particulier

Genève connaît une situation particulière. Grégoire Evéquoz, directeur de l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue: «L'apprentissage a souvent eu mauvaise presse. Il était longtemps considéré, à tort, comme un deuxième choix par les parents et les élèves. Résultat: seulement 25% d'une volée opte pour cette voie. Nous nous efforçons depuis des années de corriger cette image. L'offre de formation à plein temps est donc importante dans le

canton, ce qui a permis de garantir une formation professionnelle en temps de crise, par exemple dans le secteur de l'hôtellerie. Une main-d'œuvre précieuse lors d'une reprise.» Pour ce qui est des chiffres actuels, «jusqu'ici nous avons moins de contrats signés que l'année dernière, qui avait été la meilleure depuis deux décennies. Mais il y a un décalage par rapport au reste de la Suisse: nous faisons le bilan en octobre et pas avant l'été. Nous sommes sereins.» **R.CZ**

signés que ces deux dernières années.»

Plusieurs bémols ont toutefois été apportés. Directeur de l'USAM, Hans-Ulrich Bigler a regretté que «2500 jeunes se retrouvent chaque année sur le carreau au sortir de l'école obligatoire. Sans formation ni place d'étude. A ceux-là s'ajoutent les 30 000 résiliations

de contrats.» Et Bernhard Pulver d'insister sur l'existence de secteurs délaissés comme le commerce de détail, l'hôtellerie-restauration ou le bâtiment, au profit de la santé ou de la formation d'employé de commerce.

A noter que la filière de l'apprentissage a nettement plus la cote en Suisse alémanique, où

environ deux tiers des jeunes optent pour une formation professionnelle. Une proportion inférieure dans les cantons de Vaud et de Genève. Selon Hans-Ulrich Bigler, cela explique que «le taux de chômage des jeunes s'est révéillé nettement plus élevé en Suisse romande.»

«Ce surcroît d'offres de places d'apprentissage est effectivement une bonne nouvelle», commente Jean-Christophe Schwaab, chargé de la politique de la jeunesse à l'Union syndicale suisse (USS). Mais pour le député socialiste au Grand Conseil vaudois, «il est essentiel de poursuivre les efforts, car une étude a montré que pour avoir une situation d'équilibre sur ce marché, il faudrait une offre supérieure de 10 à 15%. On en est encore loin. Pourtant, on ne peut pas attendre des jeunes qu'ils prennent n'importe quelle place d'apprentissage à n'importe quel endroit. La motivation joue un rôle essentiel dans la réussite de la formation, sinon le risque de rupture du contrat est élevé.»

Le vote neuchâtelois inspire les cantons

Les milieux économiques réclament une baisse de la fiscalité des entreprises. Vaud et Genève en tête, les cantons sont sous pression

Les cantons suisses pourront-ils ignorer la votation neuchâteloise? Rien n'est moins sûr. Jusqu'ici en queue de classement, Neuchâtel vient de se hisser dans le peloton de tête des cantons fiscalement attractifs. Les milieux économiques verraient d'un bon œil le modèle neuchâtelois se généraliser à l'ensemble des cantons.

Son grand avantage: son euro-compatibilité. Depuis 2005, l'Union européenne reproche aux cantons de traiter différemment les entreprises dont les revenus sont générés en Suisse et celles dont les revenus sont produits à l'étranger. Ces dernières bénéficient d'une fiscalité beaucoup plus légère, ce qui a poussé de nombreuses multinationales à installer leur siège social en Suisse. En divisant par deux l'impôt sur le bénéfice des entreprises, Neuchâtel a réglé le problème par le bas, si l'on peut dire. Une solution applaudie des deux mains par économiques.

Pour répondre aux exigences européennes, la Conférence des directeurs cantonaux des finances et l'Administration fédérale des contributions étudient plusieurs modèles, dont celui de Neuchâtel. «A première vue, c'est une solution possible», explique Andreas Huber, secrétaire général de la Conférence des directeurs cantonaux des finances, qui nuance. «Neuchâtel est un cas spécifique. Mais on sait déjà que ce modèle pourrait difficilement être appliqué par Zurich, Genève ou Bâle-Ville, en raison des pertes fiscales très importantes qu'il générerait.»



David Hiler estime que le modèle neuchâtelois convient peu à Genève. LAURENT GUIRAUD

A Genève, le ministre des Finances David Hiler estime entre 300 millions et un milliard de francs les pertes qu'entraînerait le modèle neuchâtelois. Peu envisageable, donc. Une réforme plus modeste de la fiscalité des entreprises devrait être présentée d'ici à la fin de l'année.

Dans le canton de Vaud, Pascal Broulis ne se mouille pas. Le grand argentier préfère attendre une solution négociée à l'échelle intercantonale, mais il est mis sous forte pression. Hier matin, la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie présentait une étude comparative entre les cantons et dénonçait la lourdeur de l'imposition dans le canton de Vaud.

Personne n'entend donc se laisser distancer dans la course à l'attractivité fiscale. Soleure, Bâle, Berne et Fribourg ont déjà revu leur barème à la baisse, et Zoug s'appête à faire de même, tout comme le Jura, canton voisin de Neuchâtel, où le ministre des Finances Charles Juillard se dit prêt à assumer une perte de recettes pour rester dans la course. **J.MT**

Elles coupent les doigts!

Deux tortues hargneuses ont été découvertes en quelques semaines dans un étang à Renens (VD). Des animaux dangereux

Les Vaudois n'en finissent pas de faire d'étranges découvertes dans un étang à Renens. Dimanche, une tortue hargneuse (*Chelydra serpentina*) a été repérée par la police. Or, il y a moins d'un mois, un même spécimen avait été

remarqué pratiquement au même endroit. Michel Ansermet, directeur du Vivarium de Lausanne, qui héberge les deux recues, est en colère contre ceux qui ont relâché ces animaux: «Ce qui m'énerve, c'est l'inconscience d'un tel comportement. Des enfants jouent au bord de cet étang. Ils auraient pu avoir un doigt sectionné en une fraction de seconde.» La tortue hargneuse, en effet, est réputée pour être dangereuse. **JO.F./C.Z.**